



# **CORPORATION DES MAÎTRES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUÉBEC**

**PRÉSENTATION À**

**LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES  
CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

**17 SEPTEMBRE 2014**

# PRÉSENTATION



## Origine : les années 1930

- Besoin des entrepreneurs en plomberie et chauffage de se regrouper et de se faire reconnaître à titre de professionnels
- Volonté d'encadrer la pratique du métier : vérification des compétences et règles de conduite
- Régime de délivrance de licences pour exercer comme entrepreneur en plomberie et chauffage

## Création de la CMMTQ : 1949

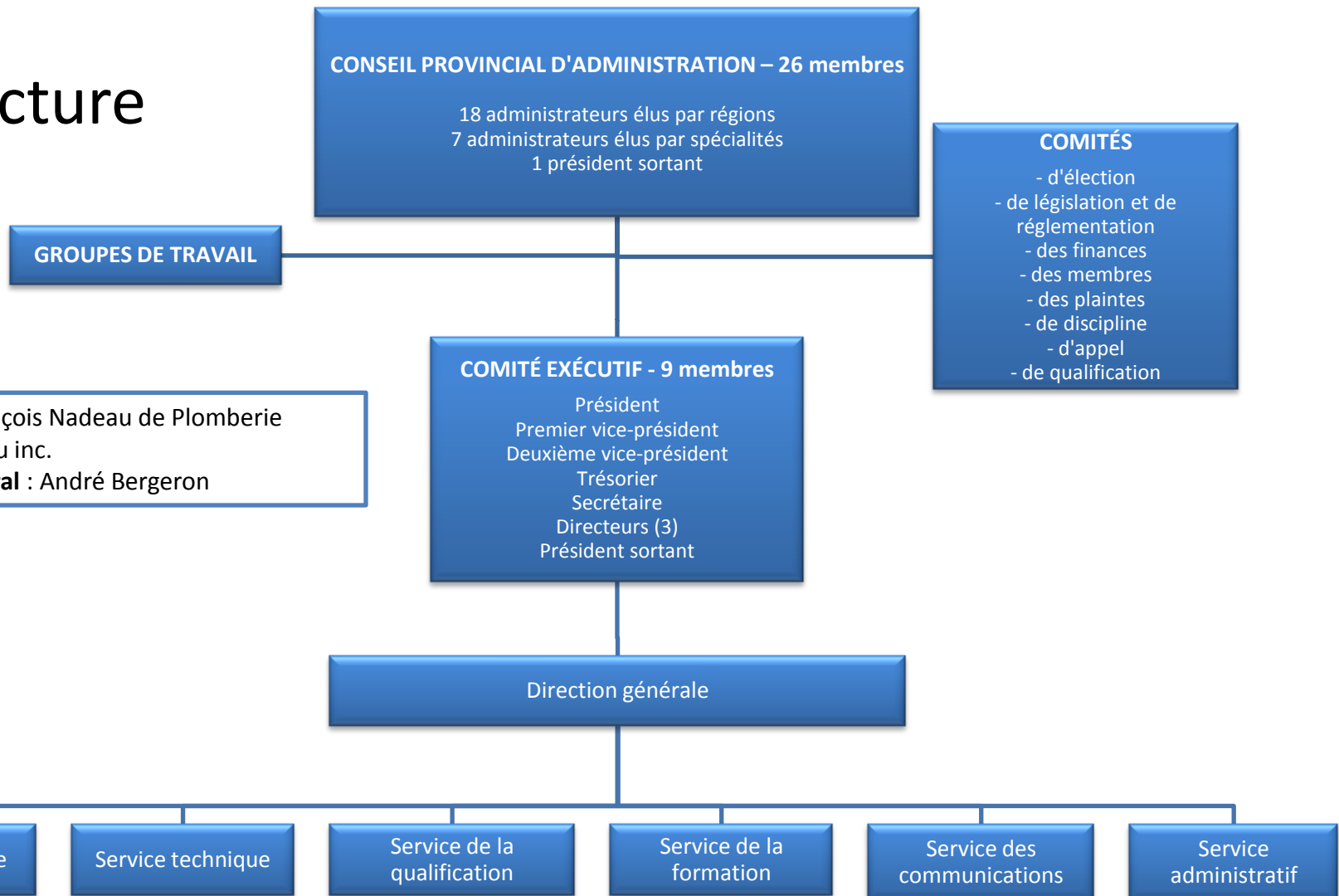
- *Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie* (la Loi)
- Préambule : pour aider les entrepreneurs en plomberie et chauffage à répondre aux exigences des lois et du public, et pour contrôler l'exercice du métier
- Reconnaissance du statut par le législateur et encadrement particulier pour répondre au niveau de risque pour la propriété, la sécurité et la santé du public

Corporation de type professionnel à but non lucratif créée et encadrée par la Loi, sans être un organisme public financé par l'État

# PRÉSENTATION



## Structure





## Mission :

- En plus de voir à l'application de la Loi et à la qualification professionnelle des maîtres mécaniciens en tuyauterie (MMT), la CMMTQ les encadre, les supporte et les sert afin de leur permettre d'atteindre et de maintenir les plus hauts standards d'excellence à titre d'entrepreneurs en mécanique du bâtiment

# PRÉSENTATION



## Mandats :

- Renforcer la compétence de ses membres afin d'assurer au public une plus grande sécurité et une meilleure protection en matière d'hygiène et de santé
- Faciliter et encourager la formation et le perfectionnement
- Réglementer la conduite professionnelle
- Permettre à ses membres de discuter des questions qui les intéressent
- Rendre à ses membres les services dont ils peuvent avoir besoin

## Depuis 2001 :

- Mandat de qualification professionnelle de ses membres confié par le gouvernement
- Délivrance des licences d'entrepreneur en vertu de la *Loi sur le bâtiment* au même titre que la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

# DÉFINITIONS

**Maître mécanicien en tuyauterie** : entrepreneur en construction spécialisé dans un ou plusieurs des domaines suivants :

Adhésion  
**OBLIGATOIRE**  
Licence CMMTQ

- Plomberie
- Chauffage (eau chaude, vapeur et air chaud)
- Combustion (gaz naturel et huile)

Adhésion  
**VOLONTAIRE**  
Licence RBQ

- Réfrigération
- Systèmes d'extinction incendie

La Loi vise l'entrepreneur MMT qui contracte avec le client et non ses employés qui exécutent les travaux. D'autres lois encadrent la main-d'œuvre de la construction

# DÉFINITIONS



Travaux **VISÉS**  
par la Loi

- Installation
- Réparation
- Modification
- Réfection

Travaux **NON  
PRÉVUS**  
par la Loi

- Entretien
- Travaux exécutés à l'extérieur du bâtiment

Travaux **EXCLUS**  
par la Loi

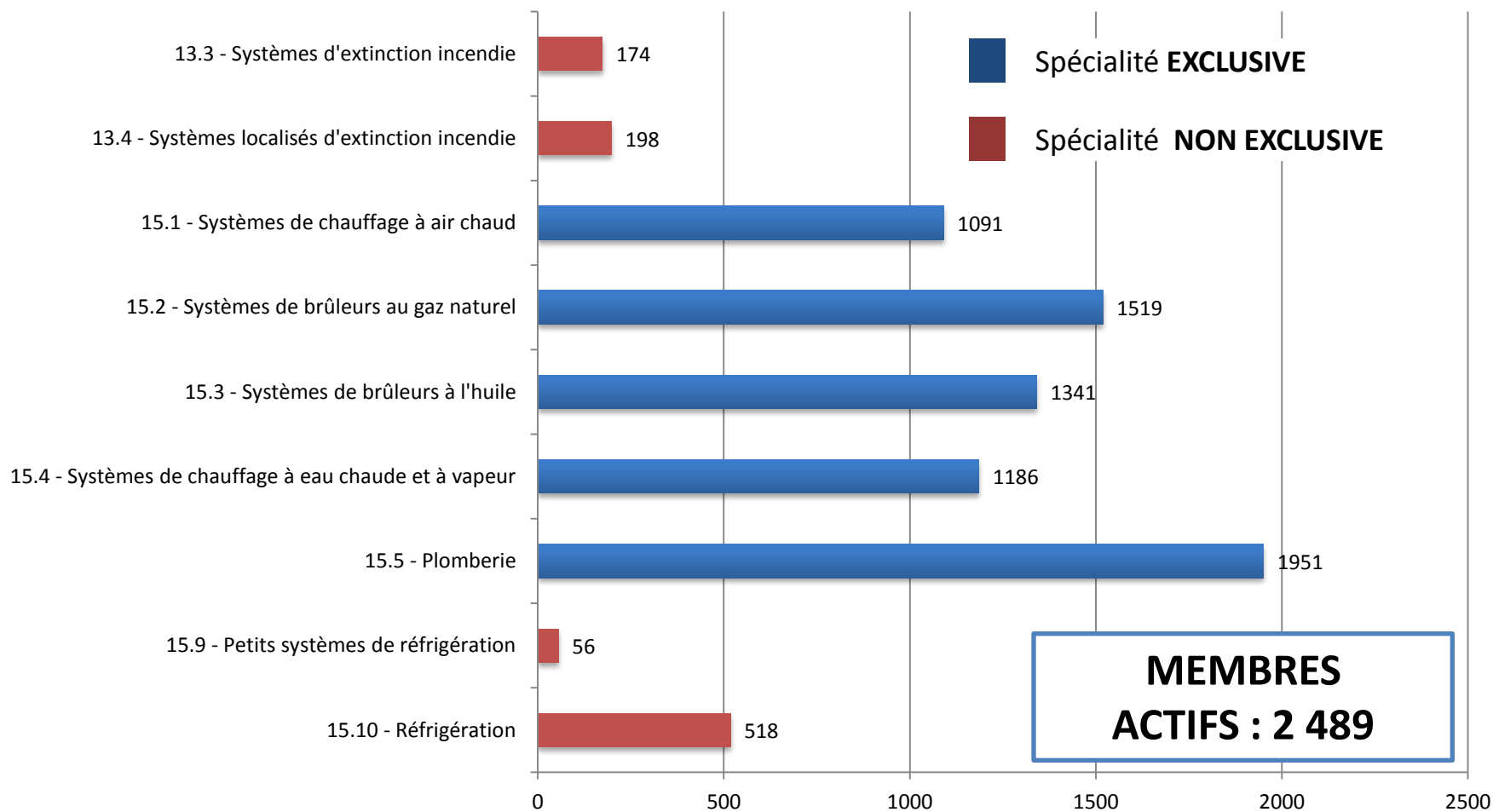
- Travaux exécutés sur le territoire d'une municipalité sans égout public et dont la population ne dépasse pas 5 000 habitants
- Travaux exécutés sur un territoire non organisé

## Recommandation

Modifier la Loi afin d'harmoniser son champ d'application avec celui de la *Loi sur le bâtiment* et, éventuellement, pour regrouper l'ensemble des entrepreneurs en mécanique du bâtiment



## LES MAÎTRES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE





# ACTIVITÉS DE DÉTECTION ET DE PRÉVENTION



## Qualification professionnelle

- Vérification des conditions de délivrance et de maintien d'une licence
- Information sur le rôle et les responsabilités du répondant d'une licence
- En cours de licence, vérifications : aléatoires, sur constats ou sur signalements
- Suivi de rapports d'inspection de la RBQ si rendement insatisfaisant d'un entrepreneur

## Conduite professionnelle

- Information sur les obligations professionnelles et éthiques
- Vérifications relatives aux obligations d'identification des membres
- Conciliation sur signalement

## Exercice illégal

- Information au public
- Sensibilisation de partenaires et de donneurs d'ouvrage
- Vérification de publicités : web, journaux, bottins, etc.
- Surveillance d'activités illégales
- Mise en garde et avertissement



## Mandat légal :

- Surveiller l'administration de la *Loi sur le bâtiment* et voir à son application relativement à la qualification professionnelle de ses membres ainsi qu'aux garanties financières exigibles de ceux-ci

## Fonction principale :

- Assurer la protection du public par la vérification et le contrôle de la qualification de ses membres en vue de s'assurer de leur probité, leur compétence et leur solvabilité

## Responsabilités :

- Préparer, administrer et faire subir les examens de qualification
- Délivrer, modifier ou maintenir toute licence d'entrepreneur comportant une sous-catégorie en plomberie ou en chauffage



Les conditions  
de délivrance  
d'une licence  
d'entrepreneur  
sont prévues à  
la *Loi sur le  
bâtiment* et se  
résumant  
ainsi :

- Démontrer, à la suite d'examens, posséder les connaissances ou l'expérience pertinente pour se valoir la confiance du public
- Établir sa solvabilité
- Être majeur
- Ne pas être le prête-nom d'une autre personne
- Avoir obtenu sa libération, le cas échéant, à la suite d'une faillite
- Fournir le cautionnement exigible
- Ne pas avoir été déclaré coupable, dans les cinq ans précédant la demande, d'une infraction à une loi fiscale ou d'un acte criminel reliés aux activités à exercer dans l'industrie de la construction
- Établir, dans le cas où il faut être membre de la CMMTQ, que les frais d'admission et la cotisation annuelle ont été versés
- Fournir, le cas échéant, la liste de ses prêteurs
- Remplir les autres conditions déterminées par règlement



## Pouvoirs :

- Suspendre ou annuler la licence pour les motifs prévus à la *Loi sur le bâtiment*
- Contrôler, vérifier et enquêter (identiques à ceux attribués à la RBQ pour les fins de la qualification professionnelle)

## Décisions rendues après vérification ou enquête par :

- Coordonnatrice à la qualification professionnelle
- Comité de qualification après tenue d'une audition en bonne et due forme

Environ une vingtaine de dossiers entendus depuis 2010 pour trancher des cas de délivrance, maintien, suspension ou annulation de licence



## Service de la qualification professionnelle

- 1 coordonnatrice
- 2 agentes à l'admission
- 2 secrétaires
- 1 agente à l'admission chargée des enquêtes selon les besoins (avocate)
- 1 enquêteuse selon les besoins

La CMMTQ fait une reddition de compte des activités de qualification professionnelle au ministre du Travail

## Recommandation

Conserver l'obligation pour les divers organismes liés à l'industrie de la construction de collaborer à la lutte contre les pratiques frauduleuses, mais recentrer leur rôle et retirer les responsabilités d'enquêter sur les aspects relatifs à la criminalité des entrepreneurs qu'ils doivent qualifier

Comité de  
qualification

- Siègle à 3 membres
- Membres différents lorsqu'il siège en révision
- Composé de membres ou ex-membres de la CMMTQ
- Membre ne doit pas siéger au Conseil provincial d'administration de la CMMTQ ni à un comité disciplinaire

## Révision possible de décision par :

- Comité de qualification siégeant en révision
- Commission des relations du travail, division de la construction et de la qualification professionnelle

## Principaux motifs des auditions du Comité de qualification :

- Implication de dirigeants liés à une licence dans une entreprise qui a auparavant fait faillite ou cessé ses activités
- Entrepreneur qui ne se mérite plus la confiance du public



## Licences

	<b>2013-2014</b>	<b>2012-2013</b>	<b>2011-2012</b>
Délivrance	228	201	199
Maintien	2 251	2 190	2 156
Modification	482	514	244
<b>Total</b>	<b>2 961</b>	<b>2 905</b>	<b>2 599</b>

Suspension	54	30	17
Annulation	106	82	122
Abandon	68	51	71
<b>Total</b>	<b>228</b>	<b>163</b>	<b>210</b>



19 actes dérogatoires prévus à la Loi et dans le *Règlement sur l'admission et la discipline des membres de la CMMTQ* qui couvrent notamment les éléments suivants :

- La fraude et la malhonnêteté
- Le non-respect des règles du Code de soumission du Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ)
- Avoir été déclaré coupable d'une infraction liée à l'exercice de son métier, incluant les infractions à la *Loi sur le bâtiment*, ou d'une infraction criminelle ayant pour effet qu'il ne se mérite plus la confiance du public
- La contribution à l'exercice illégal du métier
- Ne pas respecter un jugement final d'une cour de justice qui engage sa conduite ou sa responsabilité professionnelle
- Exercer sans détenir la licence appropriée
- Contrevenir à une disposition du Règlement ou aux obligations et devoirs du MMT



# ACTIVITÉS D'ENQUÊTES DISCIPLINAIRES



À l'image des codes de déontologie des ordres professionnels, les membres de la CMMTQ sont tenus de respecter des obligations et de remplir des devoirs prévus par règlement envers :

## Le public

- Tenir compte des conséquences possibles de ses travaux sur la vie, la santé, la sécurité ou la propriété
- Respecter les normes et les règles de l'art

## Le client

- Remplir ses obligations avec intégrité et bonne foi
- Remplir son devoir d'information
- Apporter un soin raisonnable aux biens de son client

## La profession et la Corporation

- Faire preuve d'intégrité envers ses salariés, ses confrères et les intervenants de l'industrie
- Contribuer au développement de son métier

La CMMTQ peut enquêter sur toute question relative à sa loi constitutive. Elle est investie, à cette fin, des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête*, sauf du pouvoir d'ordonner l'emprisonnement



## Processus disciplinaire

Pour chaque plainte, constitution d'un dossier d'enquête et collecte des éléments de preuve en vue de le soumettre au Comité des plaintes qui, après étude, peut :

- Rejeter toute plainte sans fondement
- Transmettre un avertissement si la plainte paraît fondée, mais de peu de gravité
- Demander que le dossier soit acheminé devant le Comité de discipline si la plainte paraît fondée
- Demander qu'une poursuite soit intentée devant les tribunaux pour réclamer la pénalité de 5 % du prix du contrat obtenu en contravention des règles du Code de soumission du BSDQ, tel que prévu à la Loi

Auditions en bonne et due forme devant le Comité de discipline et possibilité d'en appeler et d'être entendu par un Comité d'appel

## Plaintes :

- La majorité ont trait au non-respect des règles du Code de soumission du BSDQ
- La majorité des plaintes de nature éthique reproche des travaux sans la sous-catégorie de licence appropriée ou des travaux faits en contravention des codes et normes applicables ou des règles de l'art

# ACTIVITÉS D'ENQUÊTES DISCIPLINAIRES



## Service juridique

- 3 avocates
- 1 enquêteuse
- 2 secrétaires

## Comité des plaintes :

- 3 membres

## Comité de discipline :

- 7 membres

## Comité d'appel :

- 5 membres

Les membres de ces comités sont nommés pour trois ans et ne doivent pas siéger au Conseil provincial d'administration de la CMMTQ ni sur un autre comité disciplinaire ou sur le Comité de qualification



## Statistiques plaintes disciplinaires

Année	Plaintes disciplinaires reçues	Nombre de dossiers entendus au comité de discipline		Nombre de dossiers entendus au comité d'appel
		BSDQ	Éthique	
<b>2005</b>	100	39	3	N/D
<b>2006</b>	112	35	3	N/D
<b>2007</b>	90	30	7	5
<b>2008</b>	110	27	3	5
<b>2009</b>	114	24	4	0
<b>2010</b>	94	31	10	4
<b>2011</b>	120	45	11	7
<b>2012</b>	117	45	9	6
<b>2013</b>	100	33	7	7
<b>2014</b> (janv. à juin)	53	13	2	0 (à ce jour)
<b>Moyenne</b> <b>(2009 à 2013)</b>	<b>101</b>	<b>32</b>	<b>6</b>	<b>5</b>



## Sanctions

Mesures  
disciplinaires  
que le Comité  
de discipline ou  
d'appel peut  
imposer

- Réprimande
- Amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 6 000 \$ pour chaque infraction
- Publication dans un bulletin officiel de la CMMTQ
- Rapport recommandant de suspendre, d'annuler ou de ne pas renouveler la licence d'entrepreneur du membre
- Déchéance temporaire du droit du membre d'occuper une charge d'administrateur ou de dirigeant à la CMMTQ
- Destitution du membre de la charge ou des fonctions qu'il peut exercer dans les comités

# ACTIVITÉS D'ENQUÊTES DISCIPLINAIRES



Plus d'une mesure disciplinaire peut être imposée pour chaque infraction

Mesure disciplinaire la plus courante : imposition d'une amende avec publication

En cas d'obtention  
d'un contrat en  
contravention des  
règles du Code de  
soumission du  
BSDQ, la CMMTQ  
a le choix de :

- Traduire le membre devant le Comité de discipline
- Poursuivre le membre devant les tribunaux judiciaires pour lui réclamer la pénalité de 5 % du montant du contrat prévu à la Loi

## Infraction pénale

Quiconque n'est pas membre en règle de la CMMTQ et exerce comme MMT ou laisse entendre, fait présumer ou croire erronément qu'il a le droit d'exercer comme MMT, est passible d'une amende de :

Individu



• 5 000 \$ à 25 000 \$

Personne morale



• 15 000 \$ à 75 000 \$

Avant 2011, les amendes étaient de 500 \$ à 2 000 \$





## Enquêtes

- Décision de créer un poste d'enquêteur afin d'intensifier notre lutte contre l'exercice illégal des activités réservées aux MMT (et être plus efficace pour enquêter en qualification professionnelle et en discipline)
- Pour faire respecter la Loi, la CMMTQ doit enquêter. Elle utilise les pouvoirs prévus à la *Loi sur les commissions d'enquête*, sauf celui permettant d'ordonner l'emprisonnement

La CMMTQ assume elle-même la conduite des poursuites pénales, lesquelles doivent être autorisées par résolution du Conseil provincial d'administration sur avis d'un avocat

Le Service juridique est responsable du traitement des dossiers d'exercice illégal



## Statistiques exercice illégal

	Période	Nombre de dossiers ouverts	Nombre de poursuites intentées	Nombre de jugements obtenus
	2005-2006	400	250	110
	2006-2007	214	168	159
	2007-2008	264	150	110
	2008-2009	214	196	107
	2009-2010	226	149	72
	2010-2011	260	132	78
	2011-2012	286	114	89
Amendes augmentées	2012-2013	391	27	74
	2013-2014	611	20	9
	2014-2015 (à ce jour)	306	18	5

# COLLABORATION<sup>1</sup> AVEC D'AUTRES ORGANISMES



## RBQ

- Qualification professionnelle : traitement conjoint de dossiers, échange de renseignements en vertu d'une entente selon la *Loi sur l'accès à l'information*, entente administrative pour les opérations de qualification
- Exercice illégal : collaboration ponctuelle pour contrer le travail sans licence appropriée
- Conduite professionnelle : rapports d'inspecteurs concernant des entrepreneurs dont la performance ou le comportement sont jugés insatisfaisants

## CCQ

- Qualification professionnelle : communication de renseignements nécessaires à la vérification de dossiers en vertu d'une entente selon la *Loi sur l'accès à l'information*
- Exercice illégal : collaboration ponctuelle pour contrer le travail sans licence appropriée

## UPAC

- Qualification professionnelle : vérifications et communication de renseignements nécessaires à l'étude de dossiers de demande d'autorisation à l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour inscription au Registre des entreprises admissibles à conclure des contrats publics

## BSDQ

- La CMMTQ est partie à l'entente constituant le BSDQ avec l'Association de la construction du Québec (ACQ) et la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)
- Conduite professionnelle : réception des rapports d'enquête transmis par le BSDQ suite à une plainte et traitement selon le processus disciplinaire de la CMMTQ

# DÉFIS AUXQUELS FAIT FACE LA CMMTQ



Participer à l'effort collectif pour regagner la confiance des institutions et du public envers l'industrie de la construction

**Les défis qui suivent peuvent contribuer à l'atteinte de cet objectif :**

Développer une culture de perfectionnement et instaurer un régime de formation continue obligatoire pour les MMT

Amener l'ensemble des membres de la CMMTQ à adopter une conduite professionnelle exemplaire

Réaffirmer le rôle de la CMMTQ, faire comprendre son importance et mieux la faire connaître

Démontrer que la qualité des installations de mécanique du bâtiment passe notamment par une conception adéquate et une surveillance accrue (intensification de l'inspection par la RBQ)

Regrouper sous un même toit l'ensemble des entrepreneurs en mécanique du bâtiment afin que ceux-ci aient le même encadrement

# RECOMMANDATIONS



- 1 **Tenir compte**, lorsque nécessaire, **du secteur d'activité de l'industrie de la construction** lors de la formulation de recommandations, notamment afin d'éviter de pénaliser et d'accroître inutilement le fardeau administratif des entrepreneurs qui ne devraient pas être visés
- 2 **Favoriser l'utilisation du BSDQ** dans le cadre des appels d'offres publics
- 3 **Préserver le statut et le rôle actuels du BSDQ** et son assise issue de la *Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie* et la *Loi sur les maîtres électriciens*
- 4 Continuer de **permettre la divulgation de l'identité des soumissionnaires potentiels sur une base volontaire** dans un contexte de projets de construction faisant appel à la sous-traitance, comme pour la mécanique du bâtiment
- 5 Recommander au gouvernement d'**adopter une loi sur le paiement rapide des entrepreneurs** en construction

# RECOMMANDATIONS



- 6** **Améliorer la planification des projets de construction et exiger des plans et devis de qualité**, complétés à un niveau suffisant pour permettre la présentation de soumissions complètes, comparables, compétitives et réalistes en fonction du projet désiré et pour assurer son bon déroulement
- 7** **Favoriser une meilleure surveillance des travaux par les professionnels**, particulièrement pour les chantiers d'envergure, et **exiger l'intensification de l'inspection des installations par la Régie du bâtiment du Québec**, particulièrement celles à risque comme en mécanique du bâtiment
- 8** **Maintenir le principe de l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme** en s'assurant d'améliorer le processus de soumission et de resserrer les règles de contrôle lors de l'exécution des travaux

# RECOMMANDATIONS



**9** Uniformiser les règles, politiques et documents contractuels des **organismes publics**, incluant les sociétés d'État et les organismes municipaux, et en contrôler l'application systématique et uniforme

**10** Conserver l'obligation pour les divers organismes liés à l'industrie de la construction de **collaborer à la lutte contre les pratiques frauduleuses, mais recentrer leur rôle** et retirer les responsabilités d'enquêter sur les aspects relatifs à la criminalité des entrepreneurs qu'ils doivent qualifier

**11** Modifier la *Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie* afin d'éliminer les exclusions et ainsi harmoniser son champ d'application avec celui de la *Loi sur le bâtiment*

**12** Modifier la *Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie* pour **intégrer au sein d'une même corporation l'ensemble des entrepreneurs exécutant des travaux de mécanique du bâtiment** afin que le même encadrement s'applique à tous les entrepreneurs œuvrant dans cette grande spécialité